



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LE JEU DANGEREUX DE LA RECONFIGURATION
GÉOPOLITIQUE DE LA CORNE D'AFRIQUE

Par Roukiya Mohamed Osman

Le Dr Roukiya Mohamed Osman est spécialiste des questions de sécurité et paix dans la corne de l'Afrique.

CONTEXTE

L'accord de paix entre Éthiopie-Érythrée puis l'accord historique entre Somalie-Érythrée et Somalie-Éthiopie marque un nouveau tournant dans une région en proie à des guerres inter et intra-étatique depuis plusieurs décennies. Ainsi, cet article analyse la situation socio-politique que traverse les quatre pays qui font notre objet d'étude : l'Érythrée, la Somalie, Djibouti et l'Éthiopie.

PROBLÉMATIQUE

Quel est le rôle des États du Golfe dans la reconfiguration géopolitique de la Corne d'Afrique ?

RÉSUMÉ

La normalisation des relations entre ces pays a changé le paysage géopolitique de la corne de l'Afrique. Dans cette nouvelle reconfiguration de la région, le régime djiboutien est isolé.

MOTS-CLÉS

reconfiguration géopolitique, Érythrée, Somalie, Djibouti et Éthiopie

SUMMARY

The normalization of relations between this countries has changed the geopolitical landscape of the Horn of Africa. In this new reconfiguration of the region, the Djiboutian regime is isolated.

KEY WORDS

Geopolitical reconfiguratio, Eritrea, Somalia, Djibouti and Ethiopia

INTRODUCTION

La pacification entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en guerre depuis plus de vingt ans a entraîné une rapide reconfiguration régionale. Ainsi, la géopolitique de cette région s'inscrit dans une nouvelle dynamique de stabilisation de la corne de l'Afrique par le biais de la normalisation des relations en faveur d'une paix durable.

En effet, deux hypothèses se dégagent. La première hypothèse est que l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unies sont à l'origine de cette reconfiguration géopolitique.

Et la seconde hypothèse est que les Émirats Arabes Unies sont pour beaucoup à l'isolement du régime djiboutien. Ce dernier mis à l'écart fragilise davantage ce processus de paix importée.

Alors qu'en est-il de ce bouleversement géopolitique ? La région connaît-elle une situation de stabilité ?

Pour répondre à ces questions nous allons comprendre comment les États du Golfe ont participé à cette reconfiguration régionale.

1. LA PARADE DES ÉMIRATS ARABES UNIS ET DE L'ARABIE-SAUDITE DANS LA RECONFIGURATION GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION

Au fil des années, la corne de l'Afrique est devenue la terre d'accueil des bases militaires des grandes puissances du monde. Dans cette dynamique globale, s'établir dans cette région apparaît comme une compétition de prestige pour ces puissances qui ont tous des intérêts économiques et politiques à sauvegarder. Et cela passe par la militarisation et la sécurisation de l'espace maritime de la corne de l'Afrique.

Ces dernières années, les pays du Golfe, grands absents de cette course, ont amplifié leur influence dans la région, en raison de la guerre qu'ils mènent au Yémen contre les rebelles houthis. Ainsi, les Émirats Arabes Unis ont obtenu une base en Érythrée et en Somaliland, et l'Arabie saoudite s'apprête à stationner en permanence un contingent militaire à Djibouti. Leur influence dans la région prend une nouvelle tournure. Un jeu d'alliance s'opère entre les pays du Golfe et les États de la corne de l'Afrique. Dans ce rapprochement Djibouti est mis à l'écart, et pour cause, le différend qui l'oppose aux Émirats Arabes Unis, en est un parfait exemple.

En effet, le gouvernement djiboutien accuse Dubaï Port World (DPW) d'avoir versé des pots-de-vin à Abdourahman Charles Boreh¹, pour l'obtention d'une concession de 50 ans du terminal portuaire djiboutien, le Doraleh Container Terminal (DCT).

Ce litige est porté devant la Cour internationale d'arbitrage de Londres (LCIA) qui a acquitté DP World. En représailles, le gouvernement djiboutien adopte le 8 novembre 2017 une loi² taillée sur mesure portant sur les contrats d'infrastructures stratégiques. L'article 1er de la loi prévoit que : *“le Gouvernement peut renégocier ou, en tant que de besoin, résilier, totalement ou partiellement, tous les contrats portant sur la conception, la réalisation, la gestion ou l'exploitation des infrastructures stratégiques lorsqu'il estime que les stipulations de ces contrats se révèlent être contraires aux intérêts fondamentaux de la République de Djibouti”*.

Le gouvernement djiboutien a, ainsi, décidé à la résiliation immédiate du contrat de concession au nom des intérêts supérieurs de la nation.

1. Homme d'affaires djiboutien très influent dans la sous-région. Il est à l'origine de la venue de DP World à Djibouti. Il fut président de l'Autorité des ports et zones franche entre 2003 et 2008.

2. Voir Loi N° 202/AN/17/7e L portant sur les contrats d'infrastructures stratégiques. <https://www.presidence.dj/texte.php?ID=202&ID2=2017-11-08&ID3=Loi&ID4=21&ID5=2017-11-15&ID6=n>

Au-delà du problème avec DP World, la situation entre les EAU et Djibouti s'est détériorée, lorsqu'en 2016, un accord tripartite³ a été conclu pour l'exploitation et la modernisation du port de Berbera, qui octroie 51 %, à la Somaliland, 30 % à DP World et 19 % à l'Éthiopie. Cet accord a suscité, non seulement, la colère du gouvernement djiboutien qui se voit perdre son partenaire privilégié, l'Éthiopie, mais également, celui de la Somalie car il donne de l'importance à la Somaliland⁴ dans sa recherche de reconnaissance internationale.

Cet accord illustre parfaitement la course d'influence fulgurante que les pays du Golfe se sont livrés dans la corne de l'Afrique.

Si depuis plusieurs mois, les Émirats Arabes Unis et son allié saoudien travaillaient en coulisse l'accord de paix signé entre l'Éthiopie et l'Érythrée ; le rapprochement entre Somalie-Erythrée et Somalie-Ethiopie marque une nouvelle dimension dans la normalisation des relations entre ces États. C'est donc une influence étrangère qui est à l'origine de cette paix qualifiée de fragile et divise, davantage, une zone, en proie à des guerres inter et intra-étatique, depuis plusieurs décennies. Les États du Golfe sont à l'origine de ce chamboulement régionale et endossent le rôle d'acteur incontournable de la paix pour mieux protéger leurs intérêts.

Ces événements marquent une rapide évolution historique qui inspire une profonde reconfiguration régionale. Une nouvelle redistribution des cartes est en passe de changer le paysage géopolitique de la corne de l'Afrique. Dans ce jeu d'alliance où les liens se nouent et se dénouent aussi vite, Djibouti est mis à l'écart. Cet isolement du régime djiboutien sur la scène régionale n'est pas sans conséquence.

2. L'ÉRYTHRÉE : D'UN ÉTAT BELLIQUEUX À UN ACTEUR CENTRAL DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

La visite du premier ministre éthiopien en Érythrée marque la fin de l'État de guerre entre les deux frères ennemis comme on les surnomme souvent. En effet, cette paix arrive après vingt ans de guerre entre ces deux pays qui partagent une histoire, une culture et une langue commune, ponctuée de plusieurs décennies de tensions : trente ans de guerre d'indépendance, suivit d'un contentieux territorial, à l'origine du conflit de 1998 à 2000.

3. Le port de Berbera fait du Somaliland un acteur incontournable en mer Rouge, Le Point Economie, AFP, 2018, https://www.lepoint.fr/economie/le-port-de-berbera-fait-du-somaliland-un-acteur-incontournable-en-mer-rouge-27-07-2018-2239590_28.php

4. Ibid.

Ancienne province de l'Éthiopie, l'Érythrée arrache son indépendance en 1993, après trente années de guerre avec l'Éthiopie, la privant ainsi, de sa seule façade maritime. Après cette période douloureuse, les deux pays s'enlisent, à nouveau, dans un conflit frontalier qui a entraîné des milliers de morts et de déplacés.

L'application de l'accord d'Alger signé en 2000 par le ministre éthiopien met à terme au conflit. Désormais, les deux pays ont renoué leurs relations diplomatiques et ouvert leurs frontières respectives.

Depuis plusieurs décennies, l'Érythrée a été assimilée à une dictature, un régime répressif, un des États le plus militarisés au monde. Surnommée par Alain Gascon «la Corée du Nord de l'Afrique avec un plus de soleil», du fait de leurs politiques similaires, [...] des mêmes caractéristiques propres au totalitarisme : une politique homogénéisante qui voudrait que rien n'existe en dehors de l'État (parti unique, pas de médias indépendants, pas de secteur privé, pas d'ONG, etc.) et qui utilise la terreur comme moyen (arrestations et détentions arbitraires, exécutions extrajudiciaires, massacres)⁵. L'Érythrée est, par ailleurs, accusé par Human Rights Watch (HRW)⁶, dans un courrier adressé, le 16 avril 2018, à la commissaire africaine des droits de l'Homme et des Peuples, de commettre des «*actes de torture, abus dans le cadre du Service national, absence d'État de droit et d'autres exactions graves*», sur sa population qui fuit massivement le pays. D'autre part, le pays est considéré comme un élément perturbateur dans la sous-région, pour son soutien présumé au front de libération des Oromos en Éthiopie et aux groupes terroristes Al-shabaab en Somalie. Ce qui lui a valu en 2009 des sanctions de l'ONU notamment les gels d'avoir et un embargo sur les armes. L'accord de paix avec l'Éthiopie a favorisé la levée de l'embargo⁷ qui avait isolé le pays depuis très longtemps.

Le conflit dans la péninsule arabique a eu un effet «positif» pour l'Érythrée. En effet, depuis que l'Érythrée est devenue la base arrière des Émirats Arabes Unis, dans le cadre de la guerre au Yémen, cela a permis de le sortir de son isolement. État belliqueux, il est, ainsi, devenu fréquentable, malgré lui, grâce à sa position géostratégique à l'entrée de la mer Rouge.

5. Gouéry F., Jeangène Vilmer J-B, Entre splendeur et isolement, 2015 p 144

6. Voir https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/201804_eritrea_achpr62_fr.pdf

7. [https://undocs.org/fr/S/RES/2444\(2018\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2444(2018))

En réalité, l'envers du décor de ce rapprochement est tout autre. L'Éthiopie et l'Érythrée ont monnayé la paix, d'une part, pour avoir une stabilité monétaire⁸ ; et d'autre part offrir une base sur la mer Rouge aux États du Golfe. En contrepartie, ces derniers peuvent sauvegarder leurs intérêts et jouir de leurs prééminences portuaires sur la région.

Dès lors, on peut s'interroger sur l'avenir de cette paix. Toutefois, la reprise de la violence est palpable, surtout, dans la région nord de Tigré à la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée, souvent, en proie à des tensions latentes. Cette paix qui ne fait pas l'unanimité a créé des tensions entre ces deux pays suite à l'attentat contre un général de l'armée érythréenne. Asmara accuse Djibouti de court-circuiter la paix mais également les séparatistes Tigréens de l'Éthiopie. Cette paix est d'autant plus fragilisée lorsque l'on sait que des facteurs endogènes et exogènes peuvent nuire la paix régionale.

En somme, il est difficile d'imaginer de nos jours, à une avancée démocratique. Toutefois, en un laps de temps, le président érythréen, Issayas Afeworki, est passé « *persona non grata* » à un acteur central de la corne de l'Afrique. Désormais, il pourrait exploiter le potentiel géostratégique qu'offre son pays.

3. LE PRÉSIDENT SOMALIEN DANS UNE IMPASSE

L'ancien et éphémère Premier ministre⁹, Mohamed Abdullahi Mohamed dit Farmaajo, est devenu l'un des présidents de la Somalie¹⁰ le plus acclamé et a suscité une euphorie, sans précédente, chez les somaliens, partout dans le monde. Il est issu du clan Darood/Marehan/Reer-Dini, le même clan de l'ancien président, le dictateur Mohamed Siad Barre. Dans une capitale majoritairement du clan Hawiyeh, cette élection a une portée symbolique dans un pays ravagé par, plusieurs décennies, de guerres fratricides qui l'ont plongé dans le chaos.

Ses premiers mois à la tête de la magistrature ont été, toutefois, ternie par des violations des droits de l'Homme (arrestations, détentions des officiers, détournements de fonds publics, ingérence dans les affaires du parlements, assignations à résidence du président de l'assemblée nationale et des parlementaires ...). A cela s'ajoute, le renvoi de Nicholas

Haysom, l'émissaire de l'ONU pour la Somalie, pour avoir dénoncé la violente répression du gouvernement lors des manifestations dans la ville de Baïdoa, au Sud-Ouest du pays. Ainsi, tout porte à croire que Farmaajo est sur les pas de son oncle Siad Barre, comme le souligne plusieurs observateurs.

Son rapprochement avec le premier ministre éthiopien ainsi que l'accord signé avec l'Éthiopie et l'Érythrée pour raffermir leurs liens et renforcer leurs coopérations sont à l'origine de la situation politique que traverse la Somalie. Néanmoins, cela pourrait être une avancée majeure dans la corne de l'Afrique, lorsque l'on sait que ces pays sont en conflits permanents.

D'ailleurs, ce réchauffement n'est pas sans conséquence, tant sur le plan national que régionale. Au niveau national, ce rapprochement lui a coûté les foudres des parlementaires, déjà excédé par ses méthodes. Ainsi, la situation se cristallise entre l'exécutif et le législatif et une motion de censure est déposée par 92 des 275 députés, accusant le président d'avoir violé la Constitution en s'engageant « *dans un protocole d'accord secret avec des pays étrangers* » entre autres, avec l'Éthiopie et l'Érythrée, sans les consulter.

Selon cette motion, l'accord secret prévoyait en l'occurrence, l'octroi de la gestion de quatre ports à l'Éthiopie, création d'une base éthiopienne, l'unification de l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie. Pourtant, les articles 90 (alinéa Q) dispose que « *le président ne peut promulguer des accords internationaux ou avec des pays tiers que ... quand le gouvernement propose et que l'Assemblée nationale adopte* ».

Par conséquent, le Président Farmaajo est fragilisé par cette même assemblée qui l'a élu, un an et demi plus tôt. Bien que pour le destituer, il faudrait le vote de deux tiers des parlementaires pour rendre, ainsi, valide la motion de censure.

Sur le plan régional, le Président djiboutien menace Farmaajo de retirer ses troupes qui interviennent dans le cadre de la Mission des Nations Unis en Somalie (ONUSOM). Au-delà de cette pression, il organise à Djibouti, un forum des intellectuels somalis à un moment où le président somalien est sous la menace d'une destitution. Est-ce un hasard du calendrier ? C'est à se demander si Ismail Omar Guelleh est derrière cette motion de censure. Une chose est certaine, des parlementaires somaliens, en majorité, issus du clan Darode /Majerteen/ Hawiyeh, hostile au Président Farmaajo et à l'origine de la motion de censure étaient présents à ce forum.

8. <https://af.reuters.com/article/investingNews/idAFKBN1JC07G-OZABS>

9. Sous la présidence de Sheikh Sharif Sheikh Ahmed, il devient premier ministre de la Somalie entre octobre 2010 et juin 2011

10. Il a été élu le 8 février 2017 par 184 parlementaires sur 328

Écarté, il déstabilise, davantage, la Somalie et par la même occasion, sabote la paix régionale.

4. ISOLEMENT DU RÉGIME DJIBOUTIEN

Dans cette course d'influence sur la rive africaine de la mer Rouge, où les Émirats arabes unis (EAU) et son allié de poids saoudiens ont redessiné les cartes de cette région, le régime djiboutien est plus que jamais isolé. Et pour cause l'expropriation abusive de concession du port de Doraleh à DP World, donne un premier élément de réponse. Depuis, les EAU lui livre une guerre judiciaire et l'ont isolé politiquement.

Dans ce rapprochement entre les États de la corne de l'Afrique, Djibouti est le grand absent. Malgré la visite du ministre des affaires étrangères érythréen à Djibouti et la poignée de main entre le président djiboutien et érythréen, initié par le roi saoudien et qualifiée d'historique, les deux pays qui entretiennent un différend frontalier n'ont toujours pas réussi à enterrer la hache de guerre. Les Émirats, sont pour beaucoup au blocage de la normalisation des relations entre ces deux pays.

Par ailleurs, depuis que ce conflit a éclaté en 2008, le Qatar avait dépêché des observateurs militaires à la frontière et entamé une médiation qui a permis d'apaiser les tensions entre les deux pays. Cette situation fut de courte durée, lorsque dans la crise du Golfe entre l'Arabie Saoudite et le Qatar, Djibouti et l'Érythrée se sont prononcés en faveur de Riyad. En conséquence de leurs soutiens, les forces de maintien du Qatar se sont retirés, c'est qui a fait monter la tension d'un cran.

Dans une zone plus que jamais au cœur des rivalités mondiales, le régime djiboutien est à la marge des jeux de pouvoirs. Esseulé sur le plan régional, la situation nationale est très alarmante.

Djibouti, est dans une situation d'ébullition politique. En effet, depuis son indépendance, ce petit pays est dirigé par le même parti clanique. De 1977 à 1999, le pouvoir sans partage est exercé par l'ancien président Hassan Gouled Aptidon qui fut succédé par son neveu Ismaël Omar Guelleh, l'actuel président. Depuis, il règne en maître absolu, en muselant l'opposition et modifiant, constamment, la Constitution pour se faire réélire. Tout espoir d'une alternance démocratique est quasi-inexistante.

La situation économique du pays est préoccupante. C'est un pays où la souffrance du peuple est flagrante, et peine à décoller économiquement devant, ainsi, l'un des plus pauvres d'Afrique où plus de la moitié de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté et près de 40 % de la population active est au chômage. En outre, l'économie est

sous le contrôle total du président et de sa famille. Les secteurs poumons de l'économie tels que le Port, l'Aéroport et l'Electricité de Djibouti (EDF) sont dirigés par des proches du président. Par ailleurs, les seules entreprises du pays sont entre les mains de ses enfants : l'entreprise de pâtes Maïda est dirigée par Liban Ismail Omar, le fils aîné du président, son autre fils Aïnache, dirige la société Douda tazwid Industries, engagée dans la transformation et la production de produits laitiers et de jus de fruits, sa fille Fatouma-Awo et son mari Tommy Tayoro Nyckoss sont aux commandes d'Ivory Jet Services, spécialisée dans le transport médicalisé. À la tête du pays, s'est érigé un système clanico-mafieux qui mène une politique économique tribale où les marchés sont, exclusivement, attribués à sa famille et à son clan Issa/Mamasan/Bah Fourlabelh. Ainsi, tout espoir de progrès est nettement stoppé par le tribalisme qui remplace le mérite par la parenté entraînant, une inégalité saisissante entre l'exubérance du régime et la misère du peuple. C'est dans ce cadre qu'une enquête sur le Biens mal acquis¹¹ visant l'entourage du président a été ouverte, octobre 2018, en France.

Ces dernières années, le gouvernement chinois, a raflé tous les projets de modernisations des infrastructures (interconnexions d'électricité, adduction d'eau, voies ferrées, ports...) et devient ainsi un bailleur de fond, incontournable, pour le développement du pays. C'est dans ce cadre que le gouvernement chinois a accordé des prêts non concessionnels qui mettent en danger la stabilité économique. Ces grands projets, tant vanté par le régime, n'ont pas, toutefois, réussi à résorber le taux de chômage. Tout au contraire celui-ci reste très élevé.

Le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI)¹² a tiré la sonnette d'alarme sur la hausse continue de la dette publique : « *La stratégie d'investissement dans les infrastructures, qui vise à transformer l'économie djiboutienne et positionner le pays en tant que pôle logistique et commercial pour la sous-région, offre de grandes opportunités de croissance économique et de développement. Pour autant, le financement de cette stratégie à travers l'accumulation de dette a abouti à une situation de surendettement qui présente des risques considérables. En*

11. <https://www.nouvelobs.com/politique/telephone-rouge/20181128.OBS6164/biens-mal-acquis-sherpa-vise-l-entourage-du-president-de-djibouti.html>

12. Voir Communiqué de presse N° 18 /486 du Fonds Monétaire International <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2018/12/19/pr18486-djibouti-imf-staff-concludes-the-2018-article-iv-consultation-mission>

effet, la dette publique et garantie par l'État devrait se situer autour de 104 % du PIB à fin 2018».

Cette situation plonge le pays dans une dépendance et un surendettement, sans précédent. Le gouvernement peine à rembourser cette dette qui étouffe son économie. Résultat, retard des salaires des fonctionnaires, gel du budget, risque d'inflation, etc. À cela s'ajoute, le refus de l'administration américaine de garantir les lettres de crédits en dollars qu'elle octroyait aux banques djiboutiennes.

Au vu de la situation du pays, le président djiboutien tente de jouer la carte de la concertation nationale en convoquant le 30 janvier 2019, les Représentants des partis politiques djiboutiens. Le régime n'a jamais supporté la dissidence encore moins la divergence. L'opposition en exil n'a pas été confié à cette concertation nationale.

Ce panorama exhaustif, met Djibouti sur la sellette des pays en implosion. En effet, le népotisme, la gabe-gie et la misère sociale suscitent, particulièrement, un sentiment d'injustice, chez les jeunes. La révolte sociale est grandissante. L'empoisonnement de Abdirahman Moussa Badar dit Abdi Haji un de deux sages du clan Issa/Yonis Moussa arrêté le 4 janvier 2019, la situation sociale est tendue. Cet événement pourrait être le détonateur ultime d'un soulèvement populaire d'une grande ampleur, ce qui est lourd de conséquence pour le pays et pour les puissances occidentales présente sur son sol.

5. L'ÉTHIOPIE : UNE INSTABILITÉ ETHNO POLITIQUE GRANDISSANTE

Encensé et applaudi par la communauté internationale, Aby Ahmed est le réformateur, par excellence, que le peuple éthiopien attendait. Il démarre sur les chapeaux de roues des mesures politiques et économiques à l'emporte-pièce. Tous les secteurs y passent. Il reçoit le soutien des chefs d'État du monde, en l'occurrence, celui du président français pour les réformes entamées.

Sur le plan politique, il a entrepris un accord de paix avec l'Érythrée après des années de conflits, la libération de milliers de prisonniers politiques et des journalistes, le retrait de plusieurs organisations de la liste de terroriste, le retour des opposants en exil...

Ce changement rapide et sans précédent s'inscrit dans un contexte national marqué par plusieurs années de tensions anti-gouvernementales et sécessionnistes. Avec ses 105 millions d'habitants, ce géant de l'Afrique aux identités multiples (appartenant à plus de 80 groupes ethniques et parlant de nombreuses langues), est un volcan en ébullition constant. En effet, l'Éthiopie est un État fédéral composé de neuf unités

organisées en fonction de critères ethnolinguistiques : les régions Oromo, Tigré et Somali représentent environ 80 % du peuple éthiopien. L'autonomisation de ces régions par le biais d'un processus d'autogestion territoriale est une arme redoutable pour l'État fédéral. En effet, elle place l'appartenance ethnique au cœur de la politique ce qui est source éventuelle des tensions ethniques.

Dans une région en pleine mutation géopolitique où l'Éthiopie jouit de la normalisation des relations avec ses voisins, elle est, de plus en plus, en proie à une instabilité qui fragilise sa sécurité et son fédéralisme. Depuis juillet 2018, l'État fédéré Somali d'Éthiopie traverse un bouleversement politique sans précédent. Cette zone stratégique, la deuxième plus grande région du pays, est l'une des plus instables. La démission forcée du président de l'État fédéré Somali d'Éthiopie, Abdi Mahamoud Omar dit Abdi Iley, par l'État fédéral entraîne une escalade de violences. Très puissant et soutenu par les généraux et les élites tigréens au pouvoir, il était opposé comme le front de libération du peuple Tigré (TPLF) à la nomination du premier ministre, Aby Ahmed. Ses prédécesseurs n'ont pu rien faire contre ce dictateur corrompu accusé de graves violations des droits de l'homme et qui faisait face à des contestations populaires. L'une des mesures politiques phare du premier ministre a été de rétablir l'ordre dans cette région en utilisant la force. Les conséquences de cette réforme prise, sans mesurer sa portée, est un désastre pour la stabilité nationale et régionale.

Outre ces accusations, la menace d'Abdi Iley de faire sécession avec l'État fédéral, donne un premier élément de réponse de l'intervention de l'armée fédérale à Djigdjiga, la capitale de la région Somali d'Éthiopie. Le TPLF juge cette intervention qui a fait des centaines de morts, d'illégale et anticonstitutionnelle voire une atteinte à l'essence même du fédéralisme. Une réaction qui soulève une vieille querelle entre ceux qui prônent une grande autonomie des États et ceux qui sont favorable au centralisme.

Par ailleurs, cette région est, majoritairement, peuplée de deux clans, d'une part, le clan Ogaden/Hawiyeh qui habitent à Djigdjiga et d'autre part le clan Issa/Somali résidant dans la région Sitti. Le clan a une importance notoire sur le jeu politique en Éthiopie. Entre l'État et les clans se jouent un clientélisme qui détermine la nomination du président, d'un vice-président et accessoirement, les portefeuilles ministériels à pourvoir. Ce compromis, officieux entre l'État et les clans est visible par la nomination, toujours, d'un président et d'un vice-président pro-gouvernemental.

Les mouvements «Dulmi Diid»¹³ majoritaire du clan Ogaden et surtout «Barbatta Sitti»¹⁴ du clan Issa ont été déterminant dans la chute du régime. Le soulèvement de la jeunesse de la région de Sitti¹⁵ devient l'étendard du changement qu'inspire le peuple Somali d'Éthiopie. En effet, la musique a joué un rôle prépondérant dans cette transition démocratique. Maslax, un jeune chanteur du mouvement Barbata Sitti, a été à l'origine des chansons engagées qui ont «éveillé les consciences» du peuple Issa. Cela a contribué à l'émergence et au développement d'une conscience pan-issa restituée ici par Ciissow Bul Dheh que nous pouvons traduire littéralement par «Peuple Issa, réveille-toi». Ce concept fédérateur devenu, aujourd'hui, populaire, dénonce d'une part ; l'oppression, l'injustice, la corruption et le clientélisme, qu'a instauré le régime d'Abdi Iley au sein de la communauté Issa ; et d'autre part, appelle aux Issas à l'union, à la fraternité et aux traditions ancestrales qui les unis.

Par conséquent, la population a payé un lourd tribut dans ce combat pour le changement démocratique. La situation s'est cristallisée lorsque les pro-régimes ont tués les Oromos qui cohabitaient avec eux et dont est issu le premier ministre. La guerre a dépassé les frontières de l'Ogaden et s'est poursuivie dans plusieurs villes dont Malkajabtu et Dire-Dawa¹⁶ à environ 170 km. Les Oromos de Dire-Dawa ont agi en représailles et ont attaqué des Somalis. C'est dans ce cadre qu'une famille entière djiboutienne venue passer ses vacances a été brulée vive. La guerre entre Somalis et Oromo s'est transportée à Djibouti et en Somalie où plusieurs Oromos ont, ainsi, été blessés et tués. Plusieurs d'entre eux ont fui.

Cette guerre inter-ethnique a atteint son paroxysme et menace d'embraser la corne de l'Afrique en une lutte intestine.

5.1 Les conséquences de la spoliation des terres

Le régime du TPLF a longtemps utilisé les régions comme un moyen de division pour se pérenniser au pouvoir. De part et d'autre, ils se font déposséder des terres au profit d'une autre région. Aucun État n'est épargné par cette politique de spoliation de terres et de biens. Pour le gouvernement c'était une manière d'avoir une mainmise sur les États et créés des tensions entre eux.

13. Mouvement né à Djigdjga, la capitale de l'État fédéré somali d'Éthiopie

14. Mouvement appelé jeunesse de Sitti, né dans la région de Sitti

15. C'est la région qu'habite les Issas d'Éthiopie. Elle fait partie intégrante de l'État fédéré Somali d'Éthiopie

16. C'est la deuxième grande ville du pays après Addis-Abeba. Plusieurs communautés (Oromo, Somali, Amhara, Tigré) cohabitent ensemble

C'est dans ce cadre que l'État fédéré Afar s'est vu prendre de villages au profit de l'État Tigré. En compensation, ils ont reçu les villages de Cadaytu, Garba-Cisse, Gadhmale et Xundhufo¹⁷, situé dans la région de Sitti et appartenant à l'État fédéré Somali d'Éthiopie.

En effet, la région de Sitti est devenue le terrain d'observation des réformes politiques engagées par le premier ministre. Depuis, la chute du régime Abdi Iley, la population qui a longtemps été sous le joug de la domination jouit d'une transition démocratique. C'est dans ce cadre que le 25 décembre 2018, les habitants de ces villages, ne voulant plus être sous la juridiction de l'Afar National Regional State¹⁸ (ANRS) ont manifesté pour demander la réintégration de leur territoire dans sa circonscription géographique d'origine, en l'occurrence l'État fédéré Somali de l'Éthiopie. Ces manifestations ont été durement réprimées par les forces Liyu Afar¹⁹.

La réelle motivation derrière l'expulsion forcée de ces populations est double ; d'une part, le gouvernement voudrait avoir un contrôle plus strict de cette région située sur le principal axe ferroviaire éthiopien et d'autre part, louer les espaces inoccupées à des grandes firmes multinationales, sinistre politique connue sur le plan international sous le nom de «Land Grabbing». En outre, l'Éthiopie pays enclavé, aurait tout de même à gagner, dans la mesure où la région Somalie et la région Afar sont les deux portes d'entrées de son commerce en provenance du port de Djibouti et du port de Berbera, en Somaliland.

En signe de protestation contre l'ANRS, les habitants de Sitti ont bloqué la route de Ayshaa via Dire-dawa où passe l'approvisionnement des millions de personnes (camions-citernes d'hydrocarbures, des produits manufacturés, l'aide humanitaire...). Cette situation a paralysé l'économie du pays.

17. Ces villages sont habités depuis la nuit de temps, par des populations Somali appartenant à l'ethnie issa. Ces territoires appartiennent à l'État fédéré somali d'Éthiopie. Un accord tacite a été passé entre l'ancien premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn et l'ancien président de la Somali, Abdi Iley. En effet, aucun document n'existe sur ces territoires donnés à l'État Afar d'Éthiopie.

18. Rappelons que ces territoires ont été rattachés à l'État Afar sans demander l'avis de la population concernée. Un rattachement forcé en violation de la constitution éthiopienne qui stipule dans l'article 46 le respect des limites territoriales entre États fédérés : «States shall be delimited on the basis of language, identity and consent of the peoples concerned» Nul ne peut être rattaché à une autre région sans le consentement de la population concernée.

19. Ce sont les forces de police de la région afar

Néanmoins, cette région est dépourvue d'infrastructures sociales de base (manque d'éducation, d'eau, de soins...). Toutefois, elle est privée du développement et de la croissance spectaculaire tant vanté par le gouvernement qui, en réalité, ne bénéficie qu'à Addis-Abeba, la capitale.

Les autorités répriment lorsque la population ose protester (arrestations arbitraires des religieux, leaders traditionnels, exécutions extrajudiciaires, confiscations illégales et abattages de cheptels...) contre cette situation. Ces populations pasteurs nomades qui vivent essentiellement de leurs terres et leurs cheptels sont les premières victimes. La situation est d'autant plus inquiétante lorsque l'on sait que cette zone est souvent touchée par des sécheresses, sans précédente, et dépend de l'aide humanitaire internationale.

Si depuis longtemps, le président érythréen, Issayas Afawerqi, était soupçonné de soutenir l'Organisation de Libération des Oromo (OLF) qui mène, depuis des décennies, une guerre sécessionniste en Éthiopie.

Le président djiboutien, Ismael Omar Guelleh, quant à lui tire les ficelles des guerres qui opposent Issa et Afar en Éthiopie. Il est, souvent, incriminé d'être à l'origine des troubles dans la sous-région.

À l'ère des médias sociaux, ces milices prolifèrent sur la toile et appellent tantôt les Issa et les Afar de Djibouti et ceux de la diaspora à manifester devant les ambassades éthiopiennes mais également de prendre les armes et combattre aux côtés de leurs frères en Éthiopie. C'est dans ce cadre, que des djiboutiens ont été capturés et qu'un camion rempli d'armes en provenance de Djibouti a été intercepté dans la région Sitti. Le tribalisme est à son apogée et risque d'entraîner une guerre civile à Djibouti.

Cette situation est une aubaine pour le régime djiboutien qui profite de la fracture entre Issa-et Afar pour se maintenir au pouvoir. Il joue un rôle dangereux et machiavélique en accueillant, en décembre 2018, la ministre de la défense éthiopienne, une Afar pour endosser le rôle de stabilisateur entre ces deux ethnies.

Les affrontements intercommunautaires, la spoliation des terres et les déplacements des populations risquent d'entraîner une escalade de violences en Éthiopie. La communauté internationale, qui a accueilli l'arrivée d'Abiy Ahmed comme «le messie» pour avoir entamé des réformes osées, dans un contexte difficile, est aujourd'hui murée dans le silence absolu face aux massacres que subissent les peuples éthiopiens.

Devant une telle situation, l'Éthiopie risque de devenir comme ex-Yougoslavie, en se fragmentant

en plusieurs petits États. Le fédéralisme est plus que jamais menacé.

Abiy Ahmed doit revoir sa politique et éviter le cauchemar des Balkans.

En quelques mois, les revendications sécessionnistes telle que connues dans la région Tigré, Oromo, Somali et Amhara sont grandissantes et menacent le fédéralisme.

CONCLUSION

En somme les EAU et son allié saoudien sont à l'origine de cette reconfiguration géopolitique de la corne de l'Afrique. Et pour cause la guerre au Yémen a affecté la rive africaine de la mer Rouge avec une militarisation accrue d'Abu-Dhabi et Riyad d'une part en Érythrée et en Somaliland; et d'autre part à Djibouti. En revanche, cette région ne laisse guère espérer la sécurité et la stabilité nécessaire pour les objectifs des États du Golfe. En effet, cette paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée a été initiée par les Émirats Arabes Unies et l'Arabie Saoudite.

Une normalisation des relations entre les États de la région qualifiée de fragile et trompeuse où, toutefois, les tensions restent vives. Une fragilité d'autant plus que Djibouti dépourvue de cette quiétude endosse le rôle de déstabilisateur.

La corne de l'Afrique n'a jamais autant été secoué par des guerres inter et intraétatiques. Il existe une multiplicité de points de tension Djibouti/Éthiopie, Somalie/Somaliland, Djibouti/Somalie, Djibouti/Érythrée. Sans oublier la crise inter-ethnique qui menace les fondements du régime éthiopien de se fragmenter en plusieurs petits États.

La création en décembre 2018 de l'Organisation de la mer Rouge et du golfe d'Aden entre l'Arabie Saoudite, l'Égypte, Djibouti, la Jordanie, le Yémen, la Somalie et le Soudan confirme l'importance capitale que revêt les pays du Golfe pour cette région. Une alliance économique et sécuritaire s'est créée entre ces pays pour mieux coordonner leurs opérations. La guerre au Yémen, la piraterie et la volonté de se positionner stratégiquement dans le Golfe d'Aden sont autant d'élément qui montre la réelle motivation des pays du Golfe dans la Corne de l'Afrique.

Par ailleurs, cette région est devenue un grand observatoire de la rivalité Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Égypte d'un côté et Qatar, Turquie et Iran de l'autre. Par conséquent, cette nouvelle donne, complexifie davantage, la situation géopolitique de cette région. La création de ce blog régional entre les États riverains de la mer Rouge va creuser, davantage, les tensions entre l'Arabie-Saoudite et le Qatar en terre africaine.

Dans une période où la géopolitique de la corne de l’Afrique se mesure aux intérêts et aux positionnements de la mer Rouge et du golfe d’Aden, la redistribution des cartes se fait sur fond d’instabilité politique des pays de la région.

BIBLIOGRAPHIE

BADIE B., 2017, *L’État importé*, Ed Fayard, coll. Biblis, 2e édition, 338 p.

HUGON P., 2016, *Afriques entre puissance et vulnérabilité*, Ed Armand Colin, 272 p.

Jean-Luc Martineau, « Djibouti et le « commerce » des bases militaires : un jeu dangereux ? », *L’Espace Politique* [En ligne], 34 | 2018-1, mis en ligne le 22 juin 2018, consulté le 27 décembre 2018.

LE GOURIELLEC S., 2016, « Djibouti dans le jeu international », *Esprit*, vol. octobre, no. 10, 2016, pp. 13-16.

Marchal O., *Mutations géopolitiques et rivalités d’États : la Corne de l’Afrique prise dans la crise du Golfe*, Observatoire de l’Afrique de l’Est, 31p.

NUNES A. et MATTOS V., 2017, “Arábia Saudita e Djibuti : Parceria Estratégica no Chifre da África”, *Escola de Guerra Nava, Bolletim geocorrente*, n° 61, Setembro, 2017.

SITE INTERNET

<https://www.presidence.dj/>

<https://www.lepoint.fr>

<https://af.reuters.com>

<https://www.nouvelobs.com>

<https://www.imf.org>

<https://undocs.org/fr>

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Crée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d’enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d’universitaires confirmés et d’experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d’Ivoire